

Art. 2. De nucleaire installaties beoogd in artikel 1 worden beschouwd als een installatie met beperkt risico, in de zin van artikel 7, tweede lid, 2°, van de wet van 22 juli 1985 betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van kernenergie, gewijzigd bij de wet van 11 juli 2000.

Het maximum bedrag waarvoor de voornoemde vennootschap aansprakelijk is, voor de door een kernongeval veroorzaakte schade, is bepaald op 297.472.229,73 euro.

Art. 3. Het koninklijk besluit van 20 december 2000 houdende erkenning van NV FBFC International als exploitant van een kerninstallatie, wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013.

Art. 5. De minister bevoegd voor Verzekeringen en de minister bevoegd voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 december 2012.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE
De Staatssecretaris voor Energie,
M. WATHELET

Art. 2. Les installations nucléaires visées à l'article 1^{er} sont considérées comme une installation à risque réduit, au sens de l'article 7, alinéa 2, 2°, de la loi du 22 juillet 1985 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, modifié par la loi du 11 juillet 2000.

Le montant maximum de la responsabilité civile de la société précitée pour les dommages causés par un accident nucléaire est fixé à 297.472.229,73 euros.

Art. 3. L'arrêté royal du 20 décembre 2000 portant reconnaissance de la SA FBFC International comme exploitant d'une installation nucléaire, est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 5. Le Ministre qui a les Assurances dans ses attributions et le ministre qui a l'Energie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 2012.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE
Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
M. WATHELET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 3834

[C - 2012/29543]

13 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 2, 3, 15, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 28, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 46, 53, 54, 55, 56, 66 et 67 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2009 relatif aux Cabinets des Ministres de la Communauté française;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 novembre 2012;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité de faire entrer en vigueur le présent arrêté le 1^{er} janvier 2013 au plus tard; qu'en effet, il contient les mesures techniques indispensables à l'opérationnalité de l'exécution du budget et à la tenue de la comptabilité publique en application du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis n° 52.460/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 décembre 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'entité définie à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 20 décembre 2011 visé à l'article 2, 1°.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret du 20 décembre 2011 : décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française;

2° arrêté fixant le plan comptable : arrêté royal du 10 novembre 2009 fixant le plan comptable applicable à l'Etat fédéral, aux Communautés, aux Régions et à la Commission communautaire commune;

3° Ministère : Ministère de la Communauté française, à savoir les services d'administration générale de la Communauté française;

4° service relevant directement du Gouvernement : service distinct du Ministère, créé par décret ou par arrêté du Gouvernement et placé directement sous l'autorité du Gouvernement pour l'exercice de missions spécifiques;

5° services du budget et des finances : Direction générale du Budget et des Finances du Ministère – Service général du Budget et de la Comptabilité, et Service général des Finances;

6° membre du personnel : membre du personnel des Services du Gouvernement, quel que soit le lien juridique de travail qui le lie auxdits services;

7° créancier originaire : titulaire de l'engagement juridique sur la Communauté française ou toute autre personne pouvant obtenir paiement tenant des droits dérivés sur celui-ci et ne pouvant avoir plus de droits qu'il n'en a;

8° unité de contrôle des engagements : unité chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des engagements;

9° unité de contrôle des liquidations : unité chargée au sein des services du budget et des finances du contrôle des liquidations;

10° unité de l'inspection des trésoriers décentralisés : unité chargée au sein des services du budget et des finances de l'inspection des trésoriers décentralisés;

11° caissier : établissement de crédit désigné en application de l'arrêté royal du 6 août 1990 fixant les modalités d'organisation de la trésorerie des Communautés, des Régions et de la Commission communautaire commune.

CHAPITRE 2. — *Des acteurs*

Section 1^{re}. — De la séparation des fonctions

Art. 3. Les fonctions d'ordonnateur et de trésorier doivent être exercées par des membres du personnel distincts.

Art. 4. Lorsqu'il n'est fonctionnellement pas possible de séparer les fonctions de receveur et de trésorier, elles peuvent être exercées par un même membre du personnel.

Art. 5. L'acte de désignation des acteurs visés aux sections 2 à 4 contient nécessairement l'objet et la date à partir de laquelle le membre du personnel entre en fonction. Une copie est communiquée à la Cour des comptes.

Section 2. — Des ordonnateurs

Art. 6. § 1^{er}. La fonction d'ordonnateur primaire est exercée au nom du Gouvernement par chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives.

La fonction d'ordonnateur délégué est exercée :

1° par les membres du personnel du Ministère habilités par l'arrêté du Gouvernement portant délégations de compétence et de signature;

2° par l'autorité responsable des Services relevant directement du Gouvernement habilitée par les dispositions les organisant.

Les ordonnateurs délégués agissent uniquement dans les conditions et les limites qui y sont fixées.

§ 2. Dans chaque Cabinet ministériel et, à défaut de dispositions organiques, dans chaque service y assimilé pour son fonctionnement, le Ministre fonctionnel peut désigner un ou plusieurs ordonnateurs délégués parmi les membres du personnel, pour engager et liquider les dépenses dans les limites et les conditions qu'il fixe.

§ 3. Sans préjudice des contrôles exercés par les services du budget et des finances, les ordonnateurs visés aux paragraphes 1^{er} et 2 mettent en place les systèmes de gestion et de procédures de contrôle interne adaptés à l'exécution de leurs tâches.

§ 4. Les délégations accordées au secrétaire général, à l'administrateur général et au directeur général peuvent leur être retirées, temporairement ou définitivement, à la demande du ministre pour les compétences qui lui sont dévolues et ce, sur décision motivée du Gouvernement.

Art. 7. Dans le respect des dispositions visées à l'article 5, le Ministère établit et met à jour un relevé des membres du personnel chargés d'une fonction d'ordonnateur délégué en application des dispositions de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2.

Section 3. — Des receveurs chargés du recouvrement des recettes

Art. 8. § 1^{er}. Les droits constatés à la charge des tiers constituent les créances établies par les ordonnateurs qui sont :

1° enregistrees, selon leurs ordres, dans les comptes de la comptabilité budgétaire, au niveau des articles de base ainsi que simultanément dans les comptes de la classe 4 du bilan et, en contrepartie, dans le compte de résultats;

2° communiquées à un receveur chargé d'en poursuivre le recouvrement conformément aux articles 53 et 55 du décret du 20 décembre 2011.

§ 2. Les recettes perçues au comptant ne peuvent être enregistrées a posteriori dans les comptes de la classe 4 du bilan. En contrepartie de l'accroissement du compte financier qu'elles génèrent, elles sont directement enregistrées dans les comptes de la comptabilité budgétaire, au niveau des articles de base et simultanément dans le compte de résultats.

§ 3. Lorsque des recettes sont perçues alors que postérieurement il apparaît que leurs droits ont été constatés erronément, leur montant est restitué à l'intervention de l'ordonnateur à la charge d'un article de base prévu à cet effet dans le budget des dépenses.

Art. 9. § 1^{er}. La fonction de receveur est exercée par les membres du personnel du Ministère désignés par le Ministre du Budget ou son délégué dans le respect des dispositions visées à l'article 5.

§ 2. Dans chaque acte de désignation d'un receveur titulaire, au moins un receveur suppléant est désigné pour remplacer le receveur titulaire, sous la responsabilité de ce dernier et durant la période de son absence temporaire.

Art. 10. § 1^{er}. Un receveur centralisateur doit être désigné parmi les membres du personnel de niveau 1 ou 2 du Ministère par le Ministre du Budget.

§ 2. Le membre du personnel exerçant les fonctions cumulées de receveur et de trésorier est désigné par un seul et même acte. Un compte financier sur lequel il perçoit les recettes lui est ouvert auprès du caissier.

Au départ de ce compte, il procède :

- 1° au remboursement des sommes indûment perçues;
- 2° au versement, au moins une fois par semaine, du produit net de ses recettes au trésorier centralisateur.

Dans le cas de recettes affectées à des dépenses d'un fonds budgétaire dont la gestion financière est confiée à un trésorier décentralisé, conformément à l'article 16, § 2, le trésorier décentralisé assume d'office la fonction de receveur-trésorier et conserve les recettes perçues. En outre, les articles 11 et 12, § 1^{er}, ne lui sont pas applicables.

Art. 11. Chaque receveur ou receveur-trésorier titulaire rend compte de sa gestion selon le modèle fixé par le Ministre du Budget.

Les pièces justificatives originales des comptes, telles que visées à l'article 35, sont conservées par le service du budget et des finances jusqu'au 31 décembre de l'année de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable telle que déterminée à l'article 45 du décret du 20 décembre 2011 et ensuite, conformément aux dispositions de l'article 37.

Section 4. — Des trésoriers

Sous-section 1^{re}. — Des missions

Art. 12. § 1^{er}. Les trésoriers sont chargés du paiement des dépenses sur ordre des ordonnateurs et de l'encaissement direct des recettes ou de leur centralisation, si elles ont été perçues préalablement par un receveur-trésorier. Ils peuvent procéder au remboursement des sommes indûment perçues.

Les trésoriers visés à l'alinéa 1^{er} disposent de comptes financiers ouverts auprès du caissier à leur nom et avec indication du service dont ils relèvent. L'ouverture et la fermeture des comptes s'opèrent uniquement à l'intervention de l'autorité responsable.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions légales, les opérations financières non liées au budget ainsi que les opérations de gestion de fonds de tiers ne peuvent être exécutées que par le trésorier centralisateur et sur ordre de l'autorité responsable.

§ 3. Le trésorier centralisateur visé à l'article 13 est autorisé à utiliser les lignes de crédit consenties par le caissier lorsqu'elles sont mobilisées par l'autorité responsable pour couvrir des ordres de virement.

Chaque trésorier décentralisé visé à l'article 16 ne peut utiliser que les avoirs disponibles sur son compte financier.

§ 4. Les paiements sont exécutés de préférence par virement vers un compte financier ouvert au nom du bénéficiaire identifié lors de l'engagement juridique de la dépense.

Sous-section 2. — Du Trésorier centralisateur

Art. 13. § 1^{er}. La centralisation des entrées et des sorties de fonds est confiée à un trésorier centralisateur qui opère dans un système central directement relié à la comptabilité générale.

§ 2. La fonction visée au paragraphe 1^{er} est exercée par un membre du personnel, de niveau 1, du Ministère désigné par le Ministre du Budget.

Art. 14. Le Ministère établit et met à jour un relevé des comptes financiers dont le trésorier centralisateur a la responsabilité et qui sont nécessaires à la centralisation des recettes et au paiement des dépenses ainsi qu'aux opérations financières non liées au budget. Ces comptes doivent permettre d'établir la situation des flux de trésorerie telle que visée à l'article 42, 1^o, d), du décret du 20 décembre 2011.

Art. 15. Dans l'arrêté ministériel visé à l'article 13, § 2, au moins un trésorier centralisateur suppléant est désigné pour remplacer le trésorier centralisateur titulaire, sous la responsabilité de ce dernier et durant la période de son absence temporaire.

Toutefois, le Ministre du Budget peut imposer au trésorier centralisateur suppléant qu'il agisse sous sa propre responsabilité et rende un compte de sa gestion, sans effet rétroactif, s'il exerce toujours la fonction au-delà d'une période de six mois.

Sous-section 3. — Des gestions financières décentralisées

Art. 16. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 13, § 1^{er}, sont autorisées les gestions financières décentralisées sous la responsabilité d'un trésorier et agissant sur les ordres d'un ordonnateur pour le paiement des dépenses de fonctionnement ne dépassant pas 8.500 euros hors T.V.A. et appartenant au groupe principal 7 ou au groupe 12 de la classification économique ainsi que, excepté à l'intervention des trésoriers visés sous le 1^o, les dépenses inférieures à 3.100 euros et appartenant au groupe 33 de la classification économique :

- 1° au sein de chaque Cabinet ministériel et dans chaque service y assimilé pour son fonctionnement;
- 2° au sein du Ministère;
- 3° au sein des services relevant directement du Gouvernement.

§ 2. Par dérogation à l'article 13, § 1^{er}, sont autorisées au sein du Ministère les gestions financières décentralisées, sous la responsabilité d'un trésorier et agissant sur les ordres d'un ordonnateur, des fonds budgétaires à identifier dans le décret du budget des dépenses.

Le trésorier décentralisé peut utiliser les recettes affectées qu'il a perçues pour payer les dépenses dûment autorisées par le décret qui a instauré le fonds. Il peut procéder au remboursement des sommes indûment perçues.

Toutefois, il ne peut payer les dépenses qu'entre les mains de leurs créanciers originaires. A contrario, la procédure prévue à l'article 21 pour gérer le contentieux juridique est d'application.

Afin de dresser l'annexe au compte d'exécution du budget visée à l'article 29, § 5, 3^o, du décret du 20 décembre 2011, chaque trésorier décentralisé établit un relevé des recettes et des dépenses de l'année du fonds budgétaire, exprimées en termes de droits constatés et détaillées par nature selon la classification économique. Ce relevé est joint à son compte annuel.

§ 3. Les trésoriers décentralisés sont désignés par le Ministre du Budget ou son délégué, excepté ceux visés au paragraphe 1^{er}, 1^o et 3^o, qui le sont par le ministre dont ils relèvent ou en vertu de dispositions organiques spécifiques.

Art. 17. Pour payer les dépenses visées à l'article 16, § 1^{er}, des avances dont le montant maximum est fixé par type de gestion financière décentralisée dans le dispositif du budget des dépenses, sont versées aux trésoriers décentralisés sur ordre des ordonnateurs.

Dans le respect de leur délégation et des besoins qu'ils auront évalués le plus justement possible, les ordonnateurs introduisent à cet effet des demandes d'avances qui doivent faire l'objet d'engagements budgétaires et juridiques, et de liquidations à la charge des articles de base codifiés, selon le cas, par référence au groupe principal 7, au groupe 12 ou au groupe 33 de la classification économique.

En comptabilité générale, au moment de la liquidation, les montants avancés sont traités comme des dépenses directement en faveur de tiers. Des écritures de régularisation pourront être passées lors de la reddition des comptes des trésoriers.

Art. 18. § 1^{er}. Lorsque le compte financier du trésorier décentralisé est alimenté par des avances imputées budgétairement sous des articles de base distincts, chaque avance constitue une limite ne pouvant être dépassée.

§ 2. Le paiement par caisse doit être limité et réservé aux cas justifiés par le trésorier décentralisé au regard des nécessités de service. Celles-ci délimiteront le montant maximum de la caisse que le trésorier décentralisé pourra détenir sous sa responsabilité et qui ne peut dépasser le montant à fixer dans le dispositif du budget.

§ 3. Sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement portant délégations de compétence et de signature, les paiements effectués par un trésorier décentralisé au profit d'un ordonnateur délégué dont il dépend doivent être autorisés par un ordonnateur de rang supérieur.

§ 4. Les trésoriers décentralisés ne sont autorisés à payer les dépenses qu'entre les mains de créanciers originaires. A contrario, la procédure prévue à l'article 21 pour gérer le contentieux juridique est d'application.

§ 5. Les avances imputées à une année budgétaire sont utilisées uniquement pour payer les dépenses dont les droits ont été constatés durant cette même année budgétaire par l'ordonnateur. Les paiements de ces dépenses peuvent intervenir jusqu'au 31 janvier de l'année suivante.

Art. 19. § 1^{er}. Les avances doivent être justifiées par le dépôt de comptes intermédiaires au moins quadrimestriels auprès de l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés sans préjudice de l'application de la réglementation relative aux cabinets ministériels. Les pièces justificatives accompagnent chaque compte intermédiaire.

Si le trésorier décentralisé reste en défaut de produire deux comptes intermédiaires successifs, aucune nouvelle avance ne pourra lui être versée.

Les comptes intermédiaires contrôlés et leurs pièces justificatives sont centralisés au service du budget et des finances afin, le cas échéant, de régulariser les écritures dans la comptabilité générale.

§ 2. Les soldes non utilisés des avances de fonds perçues durant une année budgétaire sont reversés au trésorier centralisateur au plus tard le 15 février de l'année suivante. Ils constituent des recettes au comptant de l'année en cours.

Sous-section 4. — De la reddition des comptes

Art. 20. Les trésoriers rendent compte de leur gestion selon les modèles fixés, en fonction du type de gestion centralisée ou décentralisée, par le Ministre du Budget.

A l'exception des trésoriers responsables des gestions financières décentralisées visées à l'article 16, § 2, les trésoriers décentralisés doivent rendre leur compte de gestion annuel en distinguant les opérations de paiement opérées en janvier en extinction des droits constatés de l'année précédente et payés à la charge des avances à rattacher à cette même année, des opérations à rattacher à l'année en cours.

Un exemplaire du compte de gestion annuel et les pièces justificatives originales qui l'appuient, telles que visées à l'article 33, de même qu'à l'article 35 en ce qui concerne les responsables des gestions financières décentralisées visées à l'article 16, § 2, sont conservés par le service du budget et des finances jusqu'au 31 décembre de l'année de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable telle que déterminée à l'article 45 du décret du 20 décembre 2011 et ensuite, conformément aux dispositions de l'article 37.

Section 5. — Des gestionnaires des contentieux juridique et administratif

Art. 21. § 1^{er}. En application de l'article 21, § 3, du décret du 20 décembre 2011, le gestionnaire du contentieux juridique est d'office le fonctionnaire qui occupe la fonction et le grade de responsable du Service du comptable du contentieux au sein des services du budget et des finances.

§ 2. Les pièces justificatives visées à l'article 34, § 1^{er}, sont transmises au gestionnaire du contentieux juridique qui les conserve.

§ 3. Lorsqu'un droit constaté a été liquidé par un ordonnateur, mais que l'ordre de son paiement ne peut être donné en faveur du créancier originaire en raison d'un obstacle juridique à ce paiement, l'ordonnateur communique en outre au gestionnaire du contentieux juridique la pièce justificative de la constatation du droit.

§ 4. Le gestionnaire du contentieux juridique détermine les bénéficiaires, créanciers, mandataires ou ayants droit ainsi que les montants à leur payer.

§ 5. Le gestionnaire du contentieux juridique est responsable de l'ouverture et de la fermeture des dossiers.

§ 6. En application de l'article 21, § 3, du décret du 20 décembre 2011, le gestionnaire du contentieux administratif est d'office le fonctionnaire qui occupe la fonction et le grade de responsable du Service du comptable du fonds en souffrance au sein des services du budget et des finances.

§ 7. Les pièces justificatives visées à l'article 34, § 2, sont transmises au gestionnaire du contentieux administratif. Celui-ci est tenu de les conserver.

§ 8. Lorsqu'un droit constaté a été liquidé par un ordonnateur, mais que l'ordre de son paiement ne peut être donné en faveur du créancier originaire en raison d'un obstacle administratif à ce paiement, l'ordonnateur communique en outre au gestionnaire du contentieux administratif la pièce justificative de la constatation du droit.

§ 9. En cas d'obstacle administratif ou de report en compte financier, le gestionnaire du contentieux administratif recherche les données permettant de donner valablement un nouvel ordre de paiement. Il s'adresse à l'ordonnateur ayant émis l'ordre initial pour obtenir les données corrigées.

§ 10. Le gestionnaire du contentieux administratif est responsable de l'ouverture et de la fermeture des dossiers.

Art. 22. Les sommes concernées sont portées au crédit de comptes, en fonction de la nature originaire des dépenses, de la classe 1 ou 4 du bilan spécialement ouverts jusqu'au moment où les gestionnaires du contentieux donnent les ordres de paiement en faveur des bénéficiaires légalement déterminés ou correctement identifiés. Ces ordres sont exécutés par le trésorier centralisateur. Simultanément, en comptabilité générale, les comptes concernés sont débités des montants versés.

Section 6. — De la tenue de la comptabilité

Art. 23. Les comptabilités budgétaire et générale sont tenues de manière intégrée dans un système informatisé de livres et de comptes.

Le Directeur général des services du budget et des finances du Ministère ou tout membre du personnel de niveau 1 ou 2 désigné par lui à cet effet procède à :

1° la gestion des accès au système informatisé, en encodage ou en consultation, y compris en faveur de la Cour des Comptes;

2° la passation ou la validation des écritures comptables;

3° l'établissement des rapports comptables intermédiaires et du compte général annuel qui doit être soumis, à l'intervention du Ministre du Budget, au Gouvernement pour approbation au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Art. 24. Tout membre du personnel de niveau 1 ou 2 désigné par le Directeur général en application de l'article 23 ne peut être ni ordonnateur délégué, ni receveur, ni trésorier.

CHAPITRE 3. — De l'exécution du budget

Section 1^{re}. — Des règles d'imputation des recettes et des dépenses

Art. 25. L'imputation de toute somme au budget est basée sur un document justificatif.

Art. 26. § 1^{er}. Les recettes et les dépenses liquidées sont imputées au budget d'une année déterminée lorsque les droits sont constatés.

§ 2. L'obligation de payer existe lorsque et au moment où, en vertu des dispositions légales ou réglementaires applicables, une dette existe à charge de l'entité ou une créance existe en sa faveur, indépendamment de la date d'échéance de cette dette ou de cette créance.

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires applicables, l'obligation de payer est réputée exister notamment pour :

1° les traitements, pensions, primes occasionnelles et autres allocations particulières : au moment de la prestation, et pour les arriérés y afférents : à tout moment, quelle que soit l'année à laquelle ils se rapportent;

2° les travaux, fournitures et services, à l'exception des loyers et abonnements : au moment où le marché concernant des travaux, des fournitures et des services a été exécuté et accepté;

3° l'acquisition et la vente de biens immobiliers : au moment où la vente est parfaite entre parties;

4° les subventions dont l'octroi est réglé par des dispositions organiques : au moment où elles sont dues selon ces dispositions organiques;

5° les subventions dont l'octroi n'est pas réglé par des dispositions organiques : à la date à laquelle l'arrêté ou l'acte d'allocation est signé;

6° les contributions versées à des organismes internationaux en exécution de traités : à la date où elles sont dues en vertu de l'obligation contractuelle;

7° les contributions volontaires à des organismes internationaux : à la date à laquelle l'arrêté ou l'acte d'allocation est signé;

8° les octrois de crédit et participations : à la date à laquelle l'arrêté ou l'acte d'allocation entre en vigueur;

9° les jugements et arrêts ou autres actes qui mettent fin à des litiges : à la date où ces jugements ou actes acquièrent force exécutoire.

Art. 27. § 1^{er}. Préalablement à sa liquidation, toute dépense doit être engagée.

L'imputation d'une dépense à la charge des crédits d'engagement d'une année déterminée est effectuée sur requête de l'ordonnateur après obtention d'un visa d'engagement, sous forme de numéro millésimé, accordé par l'unité de contrôle des engagements.

La date d'imputation est déterminée par la date du visa d'engagement.

§ 2. Au moment de l'engagement juridique :

1° L'ordonnateur vérifie que l'engagement juridique est conforme à l'engagement budgétaire.

En cas d'insuffisance d'engagement budgétaire, il doit solliciter un complément d'engagement à la charge des crédits de l'année.

En cas d'excédent d'engagement budgétaire, il peut en solliciter la restitution au crédit d'engagement concerné. Cette faculté ne peut être exercée que si les engagements budgétaire et juridique sont rattachés à la même année budgétaire.

L'ordonnateur produit à l'unité de contrôle des engagements les pièces attestant de l'existence de l'engagement juridique corrélatif à l'engagement budgétaire.

2° L'unité de contrôle des engagements vérifie que l'engagement juridique est intervenu au plus tard le 31 décembre de l'année suivant celle de l'engagement budgétaire conformément à l'article 28, § 2, 2°, du décret du 20 décembre 2011.

La date de l'engagement juridique est déterminée par la date d'enregistrement de cet engagement.

§ 3. Les phases d'engagements budgétaire et juridique peuvent être simultanées et le sont d'office pour les dépenses visées à l'article 22, § 3, et 23, § 1^{er}, du décret du 20 décembre 2011. Dans ce cas, la date de l'imputation des engagements budgétaires à la charge des crédits d'engagements et de l'enregistrement des engagements juridiques corrélatifs est celle du visa d'engagement budgétaire.

§ 4. Dans les cas visés à l'article 22, § 1^{er}, du décret du 20 décembre 2011, le visa d'engagement est communiqué au tiers lors de la notification par l'ordonnateur et constitue la référence obligatoire que le tiers est tenu d'apposer sur tous les documents relatifs au marché ou au subventionnement transmis par la suite à l'ordonnateur.

Art. 28. Outre les conditions fixées à l'article 26, § 1^{er}, l'imputation d'une dépense à la charge des crédits de liquidation est précédée d'une inscription de la pièce justificative dans un compte d'attente, jusqu'au moment où les contrôles ont été opérés et validés par l'unité de contrôle des liquidations.

Après imputation de la dépense à charge du crédit de liquidation, l'ordre de paiement donné par l'ordonnateur au trésorier centralisateur est exécutable.

Section 2. — De la nouvelle répartition des crédits

Art. 29. § 1^{er}. Toute demande de nouvelle répartition des crédits doit être introduite auprès des services du budget et des finances selon les modalités techniques que le Ministre du Budget détermine et est arrêtée par :

1° l'ordonnateur primaire;

2° les ordonnateurs primaires lorsqu'ils sont ensemble compétents pour l'utilisation des crédits d'un même programme ou d'une même division organique.

Les demandes de nouvelle répartition des crédits :

1° doivent être motivées;

2° peuvent uniquement être introduites durant l'exercice en cours et doivent être validées au plus tard le 31 décembre de cet exercice;

3° doivent être préalables à l'utilisation des crédits, excepté lorsqu'elles concernent des crédits de liquidation non limitatifs, auquel cas elles peuvent combler a posteriori un dépassement de crédits.

§ 2. Ne sont pas autorisées les nouvelles répartitions des crédits de liquidation limitatifs des programmes opérationnels des dépenses appartenant :

1° au groupe principal 9 et au groupe 21 de la classification économique vers les dépenses autrement classifiées;

2° au groupe principal 8 de la classification économique vers les dépenses autrement classifiées.

§ 3. Les services du budget et des finances assurent le suivi des demandes de nouvelle répartition des crédits jusqu'à leur signature par le Ministre du Budget et mettent à jour les bases de données de la comptabilité budgétaire qui fait apparaître les mouvements compensés entre les articles de base.

CHAPITRE 4. — De la tenue de la comptabilité générale

Art. 30. La comptabilité générale enregistre une opération lors de la naissance, de la transformation ou de la disparition d'une valeur économique, d'un droit constaté ou d'une obligation.

Les imputations dans la comptabilité budgétaire des droits constatés résultant de relations avec des tiers donnent lieu à un enregistrement simultané en comptabilité générale.

Les opérations qui ne résultent pas de relations avec des tiers constituent des mouvements internes.

Lorsque l'entité agit comme un intermédiaire dans la gestion de fonds de tiers, celle-ci est retracée dans la comptabilité générale en utilisant des comptes spécifiques.

Art. 31. Le plan comptable applicable est le plan comptable normalisé annexé à l'arrêté fixant le plan comptable.

Les subdivisions en classes, sous-classes et rubriques de ce plan doivent être obligatoirement suivies. Dans le système informatisé, des positions supplémentaires doivent être réservées pour satisfaire aux besoins d'informations statistiques ou analytiques complémentaires.

Art. 32. Les règles qui président aux évaluations dans l'inventaire, ainsi qu'aux constitutions et ajustements d'amortissements, de réductions de valeurs et de provisions pour risques, et aux réévaluations sont arrêtées par le Ministre du Budget dans le respect des dispositions de l'arrêté fixant le plan comptable.

CHAPITRE 5. — Des pièces justificatives et de leur conservation

Art. 33. § 1^{er}. Dans le respect des dispositions légales et réglementaires, les pièces justificatives des dépenses donnant lieu à un dénouement financier sont répertoriées par le Ministre du Budget en fonction de leur nature. Sont, notamment, distingués :

1° les salaires et les charges sociales;

2° les locations de biens et les loyers des bâtiments;

3° les assurances;

4° les abonnements auprès de fournisseurs ou de prestataires de services;

5° les impôts et taxes;

6° les marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

7° les achats de terrains et de constructions;

8° les honoraires;

9° le service financier de la dette;

10° les participations et octrois de crédits ainsi que les avances récupérables;

11° les subventions;

12° les dotations.

§ 2. Chaque pièce justificative est datée et identifiée par une mention contenant obligatoirement les caractéristiques budgétaires de la dépense et le numéro du visa d'engagement ainsi que toute autre donnée permettant d'établir une piste d'audit de l'engagement de la dépense jusqu'à son paiement.

§ 3. Le cas échéant, les pièces justificatives doivent être complétées par les documents de contrôle imposés par la réglementation en vue de l'engagement ou de la liquidation de la dépense.

§ 4. Les pièces justificatives nécessaires aux paiements sont des pièces originales. Les copies sont seulement admises dans des situations dûment motivées.

Art. 34. § 1^{er}. Les pièces justificatives à mettre à la disposition du gestionnaire du contentieux juridique sont les documents officiels prévus par les dispositions légales et réglementaires qui font état d'obstacles juridiques au paiement à un créancier originaire.

Les pièces visées à l'alinéa 1^{er} sont jointes aux pièces justificatives visées à l'article 33 pour justifier les paiements aux bénéficiaires, mandataires ou ayants droit.

Par dérogation à l'alinéa 2, si les pièces n'ont pas été entièrement purgées, elles restent valables. Dans ce cas, leurs références sont apposées sur les pièces justifiant chaque paiement.

§ 2. Les pièces justificatives à mettre à la disposition du gestionnaire du contentieux administratif sont les pièces probantes attestant d'un obstacle administratif empêchant le versement des sommes dues au créancier originaire ou attestant d'un report en comptes financiers d'une somme payée.

Art. 35. Les pièces justificatives des recettes sont les déclarations de créances adressées aux débiteurs ou tout autre titre légalement ou réglementairement prévu.

Chaque pièce justificative est datée et identifiée par une mention contenant obligatoirement les caractéristiques budgétaires de la recette ainsi que toute autre donnée permettant d'établir une piste d'audit de la constatation du droit jusqu'à son encaissement.

Art. 36. Les écritures des comptabilités budgétaire et générale sont appuyées par les pièces justificatives visées aux articles 33 à 35 en y faisant référence.

En comptabilité générale, les pièces justifiant les mouvements internes, les opérations diverses et de clôture d'exercice sont appelées pièces comptables et contiennent les instructions données par le Directeur général des services du budget et des finances ou tout membre du personnel de niveau 1 ou 2 désigné par lui à cet effet, en exécution notamment des dispositions du décret du 20 décembre 2011, de l'arrêté fixant le plan comptable et du présent arrêté. Les écritures y font explicitement référence.

Art. 37. § 1^{er}. Doivent être conservés de manière à garantir leur inaltérabilité et leur accessibilité :

1° les fichiers informatiques contenant les livres ainsi que les programmes et les systèmes permettant de les lire, durant une période de sept ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable telle que déterminée à l'article 45 du décret du 20 décembre 2011;

2° en format papier ou en format électronique, les pièces justificatives de dépenses résultant d'une relation avec un tiers et visées à l'article 33, durant la même période que celle visée au 1°, sans préjudice d'un autre délai déterminé en application de l'article 74 du décret du 20 décembre 2011 en ce qui concerne la prescription;

3° en format papier ou en format électronique, les pièces justificatives visées à l'article 34, §§ 1^{er} et 2, respectivement durant une période de dix et de sept ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable telle que déterminée à l'article 45 du décret du 20 décembre 2011, sans préjudice d'un autre délai fixé par les dispositions légales et réglementaires spécifiques à ces matières;

4° en copie sur support papier ou électronique, les pièces justificatives des recettes visées à l'article 35, durant la même période que celle visée au 1°;

5° en format papier ou en format électronique, les pièces comptables visées à l'article 36, alinéa 2, durant la même période que celle visée au 1°;

6° un exemplaire original des comptes annuels des receveurs et des trésoriers ainsi que les extraits de leurs comptes financiers, durant la même période que celle visée au 1°;

7° un exemplaire original de chaque compte général annuel, durant dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable telle que déterminée à l'article 45 du décret du 20 décembre 2011.

§ 2. Les pièces justificatives sont conservées dans les lieux désignés par l'autorité responsable pour procéder à l'archivage. Elles peuvent être numérisées.

CHAPITRE 6. — *Des intérêts de retard et du recouvrement des créances*

Section 1^{re}. — Des intérêts à payer par les tiers

Art. 38. § 1^{er}. Lorsque la déduction d'intérêts est prévue par des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles et que le receveur constate l'absence de versement des montants dus à l'échéance, un intérêt dont le taux est identique au taux légal est exigible de plein droit et sans mise en demeure.

§ 2. L'intérêt visé au paragraphe 1^{er} est calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le paiement a lieu. L'intérêt de retard n'est pas dû lorsque son montant est inférieur à 10 euros.

Art. 39. Lorsque le tiers débiteur fait valoir une situation pécuniaire qui justifie un retard de paiement des créances dues, le receveur peut prendre des mesures d'aménagement des modalités de paiement.

Il peut, dans le cadre de négociations avec le tiers débiteur, lui octroyer des facilités et des délais de paiement à condition que le tiers débiteur :

1° ne conteste pas les droits qui sont constatés en faveur de l'entité;

2° démontre les difficultés financières dans lesquelles il se trouve, notamment par la production de pièces justificatives de nature financière, juridique ou administrative;

3° s'engage à respecter les délais et les facilités de paiement qui lui sont accordés par le receveur.

En outre, le receveur peut convenir, lors de ces négociations avec le tiers débiteur, que des intérêts ne seront pas appliqués en cas de respect par ce dernier des délais et facilités de paiement consentis.

Section 2. — Du recouvrement des créances

Art. 40. Le receveur doit procéder, dans le délai fixé à l'article 55 du décret du 20 décembre 2011, à une invitation à payer sous forme de rappel par simple lettre, suivi d'une relance et enfin, en cas d'inertie du débiteur défaillant, d'une mise en demeure avec injonction de payer par lettre recommandée.

Art. 41. Sans préjudice de la procédure prévue à l'article 40, le receveur est autorisé à :

1° solliciter le concours de l'Administration générale de la documentation patrimoniale du SPF Finances en application du décret du 17 juillet 1987 habilitant l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte de la Communauté française et des institutions qui en relèvent;

2° saisir les Cours et Tribunaux.

CHAPITRE 7. — De la gestion des biens désaffectés

Section 1^{re}. — De la constatation des biens désaffectés

Art. 42. Sans préjudice de l'application d'autres législations en la matière, l'entité est tenue de se défaire des biens meubles et immeubles relevant de son domaine privé qui sont désaffectés.

Les biens visés sont des biens qui :

1° présentent encore une certaine valeur marchande;

2° sont susceptibles d'être aliénés;

3° ont perdu leur destination première;

4° ne sont plus susceptibles de réemploi au sein du Ministère, des services relevant directement du Gouvernement, des cabinets ministériels ou des services y assimilés pour leur fonctionnement.

En ce qui concerne les biens immeubles, les bâtiments administratifs et techniques ayant été utilisés par le Ministère ne sont pas visés par le présent chapitre.

Art. 43. § 1^{er}. Chaque année et sans préjudice de l'application de la réglementation relative aux cabinets ministériels, l'autorité responsable du Ministère établit un relevé des biens meubles et immeubles à désaffecter, y compris ceux des services relevant directement du Gouvernement.

§ 2. Selon le cas, le service responsable du Ministère succède aux responsables précités pour administrer les biens dont il y a lieu de se défaire.

§ 3. L'inventaire, visé à l'article 34 du décret du 20 décembre 2011, est mis à jour pour faire apparaître la désaffectation des biens visés au paragraphe 1^{er}.

Section 2. — De la réalisation des biens désaffectés

Sous-section 1^{re}. — Des modalités

Art. 44. § 1^{er}. Les biens qui sont déclarés désaffectés doivent être aliénés à titre onéreux selon les modalités suivantes :

1° la vente publique;

2° la vente de gré à gré.

§ 2. Les aliénations visées au paragraphe 1^{er} doivent être annoncées par le biais de publications :

1° sur les sites internet et intranet du Ministère;

2° dans la presse écrite.

§ 3. Dans le cas de vente de gré à gré et pour la mise à prix minimum dans le cas de vente publique, la valeur des biens est arrêtée par référence aux données suivantes :

1° la valeur d'acquisition ou la valeur à l'état neuf du bien;

2° la valeur du marché ou la valeur de remplacement du même bien;

3° la valeur comptable du bien;

4° à défaut, la valeur validée par les services responsables du Ministère.

Les services visés au 4° fixent le prix en-deçà duquel le bien ne peut être vendu.

§ 4. Un délai minimum de trente jours doit être observé entre la publication de l'annonce de la vente et celle-ci.

Art. 45. Par dérogation aux dispositions de l'article 44, le service responsable du Ministère est autorisé à céder les biens meubles désaffectés à titre gratuit à des associations à finalité sociale ou humanitaire lorsque l'aliénation de ces biens à titre onéreux conduirait à une dépense excessive par rapport au produit financier espéré.

Art. 46. Par dérogation aux dispositions des articles 44 et 45, le service responsable du Ministère est autorisé à mettre au rebut les biens meubles désaffectés qui ne sont plus en état d'être cédés et d'être réemployés par quiconque. Dans la mesure du possible, ces services veillent à la valorisation et au recyclage des déchets.

Sous-section 2. — De la sortie du bilan et de la mise à jour de l'inventaire

Art. 47. § 1^{er}. Les biens non complètement amortis qui sont désaffectés font l'objet d'un reclassement dans les comptes de la classe 2 de la comptabilité générale conformément au prescrit de l'arrêté fixant le plan comptable. S'ils sont :

1° aliénés à titre onéreux, il y a lieu d'opérer une imputation simultanée dans les comptabilités budgétaire et générale du droit constaté en faveur de l'entité en contrepartie de la réduction équivalente à la valeur résiduelle de ces biens en classe 2. Si l'aliénation génère une plus-value ou une moins-value, elle est actée dans le compte de résultats;

2° cédés à titre gratuit ou mis au rebut sans valorisation financière, il y a lieu d'acter la moins-value dans le compte de résultat en contrepartie de la réduction équivalente à la valeur résiduelle de ces biens en classe 2.

§ 2. La vente des biens désaffectés, complètement amortis, sous forme de déchets donne lieu à une imputation simultanée dans les comptabilités budgétaire et générale du droit constaté en faveur de l'entité en contrepartie du gain en capital à acter dans le compte de résultats.

§ 3. Tous les biens désaffectés aliénés, cédés ou mis au rebut sont sans délai retirés de l'inventaire visé à l'article 34 du décret du 20 décembre 2011.

CHAPITRE 8. — *Des rapports finaux et intermédiaires*

Art. 48. § 1^{er}. Pour l'établissement du compte général, le Directeur général des services du budget et des finances ou tout membre du personnel de niveau 1 ou 2 désigné par lui prend, dans les délais respectueux des procédures décrites dans le décret du 20 décembre 2011, les dispositions nécessaires pour assurer le caractère définitif des enregistrements au moment de la clôture de l'exercice, interdisant ultérieurement toute modification ou suppression d'enregistrement, excepté les écritures de correction visées à l'article 36 du décret du 20 décembre 2011.

§ 2. Préalablement à l'établissement du bilan et du compte de résultats, une balance reprend tous les comptes de la comptabilité générale avec pour chacun d'eux :

1° l'identification du compte et son libellé;

2° le total des débits;

3° le total des crédits;

4° le solde.

Art. 49. § 1^{er}. Outre les rapports annuels visés à l'article 42, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du décret du 20 décembre 2011, le système comptable doit produire des rapports intermédiaires dans les cas suivants :

1° au moins une fois par année, et lorsque le Ministre du Budget en fait la demande, pour répondre aux besoins d'informations du Gouvernement;

2° d'office pour satisfaire à la production des statistiques exigées par les autorités européennes selon le calendrier imposé par ces mêmes autorités;

3° lors de l'entrée en fonction d'un nouveau Gouvernement à la suite du renouvellement intégral du Parlement ou lors de l'entrée en fonction d'un nouveau membre du Gouvernement en cours de législature. Les ministres entrants et les ordonnateurs délégués doivent disposer sans délai des données comptables et budgétaires concernant les matières relevant de leur compétence afin notamment d'assurer une continuité du service public.

§ 2. Le Ministre du Budget détermine le contenu et la forme des rapports intermédiaires. Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, 3°, il peut exiger, ainsi que le ministre entrant, un détail de l'encours des engagements juridiques et des liquidations en cours.

CHAPITRE 9. — *Dispositions finales*

Art. 50. Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 51. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 3834

[C — 2012/29543]

13 DECEMBER 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 2, 3, 15, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 28, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 46, 53, 54, 55, 56, 66 en 67 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2009 houdende regeling van haar werking;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2009 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschap;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2009 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 november 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 november 2012;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, omdat dit besluit uiterlijk op 1 januari 2013 in werking moet treden; overwegende dat het immers de technische maatregelen inhoudt die onontbeerlijk zijn om de begroting uitvoerbaar te maken en om de openbare boekhouding te voeren met toepassing van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 52.460/2 van de Raad van State, gegeven op 5 december 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn toepasselijk op de entiteit bepaald in artikel 3, eerste lid van het decreet van 20 december 2011 bedoeld in artikel 2, 1°.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet van 20 december 2011 : decreet houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° besluit tot vaststelling van het boekhoudplan : het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot vaststelling van het boekhoudplan van toepassing op de federale Staat en op de gemeenschappen, de gewesten en de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie;

3° Ministerie : Ministerie van de Franse Gemeenschap, dit zijn de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap;

4° dienst die rechtstreeks onder de Regering ressorteert : onderscheiden dienst van het Ministerie, bij decreet of besluit van de Regering opgericht en rechtstreeks onder het gezag van de Regering geplaatst voor de uitoefening van specifieke opdrachten;

5° diensten voor de begroting en de financiën : algemene directie begroting en financiën van het Ministerie – algemene dienst begroting en comptabiliteit, en algemene dienst financiën;

6° personeelslid : personeelslid van de diensten van de Regering, ongeacht zijn juridische arbeidsverhouding tot deze diensten;

7° oorspronkelijke schuldeiser : titularis van de juridische vastlegging op de Franse Gemeenschap of elke andere persoon die de betaling van afgeleide rechten op deze kan verkrijgen, en die niet meer rechten kan verwerven dan deze die hij bezit;

8° eenheid voor de controle op de vastleggingen : eenheid die, binnen de diensten voor de begroting en de financiën, belast wordt met de controle op de vastleggingen;

9° eenheid voor de controle op de vereffeningen : eenheid die, binnen de diensten voor de begroting en de financiën, belast wordt met de controle op de vereffeningen;

10° eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde thesauriers : eenheid die, binnen de diensten voor de begroting en de financiën, belast wordt met de inspectie van de gedecentraliseerde thesauriers;

11° kassier : kredietinstelling aangeduid met toepassing van het koninklijk besluit van 6 augustus 1990 houdende bepaling van de modaliteiten van de organisatie van de thesaurie van de Gemeenschappen, van de Gewesten en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK 2. — *Actoren*

Afdeling 1. — Scheiding van de ambten

Art. 3. Het ambt van ordonnateur en het ambt van thesaurier moeten door onderscheiden personeelsleden worden uitgeoefend.

Art. 4. Wanneer het functioneel niet mogelijk is om het ambt van ontvanger en het ambt van thesaurier te scheiden, kunnen die ambten door één zelfde personeelslid worden uitgeoefend.

Art. 5. De akte waarbij de in de afdelingen 2 tot 4 bedoelde actoren worden aangewezen, vermeldt het voorwerp en de datum vanaf welke het personeelslid in dienst treedt. Er wordt een afschrift aan het Rekenhof meegedeeld.

Afdeling 2. — Ordonnateurs

Art. 6. § 1. Het ambt van primaire ordonnateur wordt in naam van de Regering door elk van de Ministers uitgeoefend, op grond van de hem toegewezen bevoegdheden.

Het ambt van gedelegeerd ordonnateur wordt uitgeoefend :

1° door de personeelsleden van het ministerie, gemachtigd bij het besluit van de Regering houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties;

2° door de overheid die verantwoordelijk is voor de diensten die rechtstreeks onder de Regering ressorteren, gemachtigd bij de bepalingen die deze organiseren.

De gedelegeerde ordonnateurs handelen uitsluitend in de voorwaarden en binnen de perken die erin vastgesteld zijn.

§ 2. In elk ministerieel kabinet en, bij gebrek aan organieke bepalingen, in elke dienst die voor de werking ervan daarmee gelijkgesteld wordt, kan de functionele Minister één of meer gedelegeerde ordonnateurs uit de personeelsleden aanwijzen, om de uitgaven binnen de perken en de voorwaarden die hij vaststelt, vast te leggen en te vereffenen.

§ 3. Onverminderd de controles die door de diensten voor de begroting en de financiën worden uitgeoefend, richten de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde ordonnateurs de systemen voor het beheer en de procedures voor de interne controle in, geschikt voor de uitvoering van hun opdrachten.

§ 4. De delegaties die aan de secretaris-generaal, de administrateur-generaal en de directeur-generaal worden toegewezen, kunnen, tijdelijk of definitief, worden ingetrokken, op aanvraag van de minister, voor de hem toegewezen bevoegdheden, op een met redenen omklede beslissing van de Regering.

Art. 7. Met inachtneming van de in artikel 5 bedoelde bepalingen, wordt een lijst van de personeelsleden belast met het ambt van gedelegeerd ordonnateur met toepassing van de bepalingen van artikel 6, § 1, tweede lid, door het ministerie vastgesteld en bijgewerkt.

Afdeling 3. — Ontvangers belast met de inning van de ontvangsten

Art. 8. § 1. De ten laste van derden vastgestelde rechten zijn de door de ordonnateurs bepaalde schuldvorderingen die :

1° op hun bevel in de rekeningen van de begrotingsboekhouding worden geboekt, op het niveau van de basisartikelen alsook gelijktijdig in de rekeningen van klasse 4 van de balans, en, als tegenwicht, in de resultatenrekening;

2° worden meegedeeld aan een ontvanger die belast wordt met de inning ervan overeenkomstig de artikelen 53 en 55 van het decreet van 20 december 2011.

§ 2. De contant geïnde ontvangsten kunnen niet a posteriori worden geboekt in de rekeningen van klasse 4 van de balans. Als tegenwicht voor de toeneming van de financiële rekening die ze voortbrengen, worden ze rechtstreeks in de rekeningen van de begrotingsboekhouding geboekt, op het niveau van de basisartikelen en gelijktijdig in de resultatenrekening.

§ 3. Wanneer de ontvangsten worden geïnd, terwijl later blijkt dat hun rechten verkeerd werden vastgesteld, wordt hun bedrag teruggegeven door toedoen van de ordonnateur ten laste van een basisartikel dat daartoe op de uitgavenbegroting wordt uitgetrokken.

Art. 9. § 1. Het ambt van ontvanger wordt uitgeoefend door de personeelsleden van het ministerie die door de Minister van Begroting of diens afgevaardigde worden aangewezen met inachtneming van de bepalingen van artikel 5.

§ 2. In elke akte voor de aanwijzing van een ontvanger-titularis, wordt ten minste één plaatsvervangend ontvanger aangewezen om de ontvanger-titularis te vervangen, onder de verantwoordelijkheid van deze, gedurende de periode van zijn tijdelijke afwezigheid.

Art. 10. § 1. Een centraliserende ontvanger moet door de Minister van Begroting worden aangewezen uit de personeelsleden van niveau 1 of 2 van het ministerie.

§ 2. Het personeelslid dat de gecumuleerde ambten van ontvanger en thesaurier uitoefent, wordt door één enkele akte aangewezen. Een financiële rekening waarop het de ontvangsten int, wordt voor hem bij de kassier geopend.

Vanuit die rekening :

1° betaalt het de ten onrechte ontvangen bedragen terug;

2° stort het ten minste één keer per week de netto-opbrengst van zijn ontvangsten aan de centraliserende thesaurier.

Als ontvangsten bestemd worden voor uitgaven van een begrotingsfonds waarvan het financiële beheer aan een gedecentraliseerde thesaurier wordt toegewezen, overeenkomstig artikel 16, § 2, oefent de gedecentraliseerde thesaurier het ambt van ontvanger-thesaurier van ambtswege uit en behoudt het de geïnde ontvangsten. De artikelen 11 en 12, § 1 zijn bovendien niet op hem van toepassing.

Art. 11. Elke ontvanger of ontvanger-thesaurier-titularis geeft rekenschap van zijn beheer volgens het door de Minister van Begroting vastgestelde model.

De originele stukken tot verantwoording van de rekeningen, zoals bedoeld in artikel 35, worden door de dienst voor de begroting en de financiën bewaard tot 31 december van het jaar van de definitieve afsluiting van het begrotings- en boekjaar zoals bepaald in artikel 45 van het decreet van 20 december 2011 en, vervolgens, overeenkomstig de bepalingen van artikel 37.

Afdeling 4. — Thesauriers

Onderafdeling 1. — Opdrachten

Art. 12. § 1. De thesauriers worden belast met de betaling van de uitgaven, op bevel van de ordonnateurs, en met de rechtstreekse inning van de ontvangsten of met de centralisatie ervan, als ze door een ontvanger-thesaurier vooraf werden ontvangen. Ze kunnen de ten onrechte ontvangen bedragen terugbetalen.

De in het eerste lid bedoelde thesauriers beschikken over financiële rekeningen die op hun naam bij de kassier geopend zijn, met vermelding van de dienst waaronder ze ressorteren. De opening en de afsluiting van de rekeningen worden uitsluitend door toedoen van de verantwoordelijke overheid uitgevoerd.

§ 2. Onverminderd andere wettelijke bepalingen kunnen de financiële verrichtingen die geen verband houden met de begroting alsook de verrichtingen inzake beheer van fondsen van derden alleen door de centraliserende thesaurier worden uitgevoerd op bevel van de verantwoordelijke overheid.

§ 3. De in artikel 13 bedoelde centraliserende thesaurier wordt ertoe gemachtigd de kredietlijnen te gebruiken die door de kassier worden toegestaan wanneer ze door de verantwoordelijke overheid worden aangewend om overschrijvingsopdrachten te dekken.

Elke gedecentraliseerde thesaurier bedoeld in artikel 16 kan alleen het tegoed aanwenden dat op zijn financiële rekening beschikbaar is.

§ 4. De betalingen worden bij voorkeur verricht door middel van een overschrijving naar een financiële rekening die geopend is op naam van de begunstigde die bij de juridische vastlegging van de uitgave wordt geïdentificeerd.

Onderafdeling 2. — Centraliserende thesaurier

Art. 13. § 1. De centralisatie van de geldinkomsten en uitgaven wordt toevertrouwd aan een centraliserende thesaurier, die verrichtingen doet in een centraal stelsel dat rechtstreeks met de algemene boekhouding verbonden is.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde ambt wordt uitgeoefend door een personeelslid van niveau 1 van het ministerie dat door de Minister van Begroting wordt aangewezen.

Art. 14. Een lijst van de financiële rekeningen waarvoor de centraliserende thesaurier verantwoordelijk is en die noodzakelijk zijn voor de centralisatie van de ontvangsten en de betaling van de uitgaven en voor de financiële verrichtingen die niet met de begroting verbonden zijn, wordt door het ministerie opgesteld en bijgewerkt. Die rekeningen moeten het mogelijk maken om de toestand van de geldbewegingen, zoals bedoeld in artikel 42, 1°, d) van het decreet van 20 december 2011, te bepalen.

Art. 15. In het ministerieel besluit bedoeld in artikel 13, § 2, wordt ten minste één plaatsvervangende centraliserende thesaurier aangewezen om de centraliserende thesaurier-titularis te vervangen, onder de verantwoordelijkheid van deze en gedurende de periode van zijn tijdelijke afwezigheid.

De Minister van Begroting kan echter de plaatsvervangende centraliserende thesaurier verplichten onder zijn eigen verantwoordelijkheid te handelen en rekenschap te geven van zijn beheer, zonder terugwerkende kracht, als hij het ambt na een periode van zes maanden nog altijd uitoefent.

Onderafdeling 3. — Gedecentraliseerd financieel beheer

Art. 16. § 1. In afwijking van artikel 13, § 1, wordt het gedecentraliseerde financiële beheer toegestaan onder de verantwoordelijkheid van een thesaurier, handelend op bevel van een ordonnateur voor de betaling van de werkingsuitgaven die niet hoger zijn dan 8.500 euro btw niet inbegrepen en die behoren tot hoofdgroep 7 of groep 12 van de economische classificatie, en worden ook, uitgezonderd door toedoen van de thesauriers bedoeld sub 1°, de uitgaven toegestaan die lager zijn dan 3.100 euro en behoren tot groep 33 van de economische classificatie :

1° binnen elk ministerieel kabinet en elke voor de werking ervan daarmee gelijkgestelde dienst,;

2° binnen het ministerie;

3° binnen de diensten die rechtstreeks onder de Regering ressorteren.

§ 2. In afwijking van artikel 13, § 1, wordt, binnen het ministerie, onder de verantwoordelijkheid van een thesaurier, handelend op bevel van een ordonnateur, het gedecentraliseerde financiële beheer toegestaan van de begrotingsfondsen die in het decreet houdende de uitgavenbegroting te identificeren zijn.

De gedecentraliseerde thesaurier kan de geïnde ontvangsten met een speciale bestemming aanwenden om de uitgaven te betalen die behoorlijk werden toegestaan door het decreet dat het fonds heeft ingesteld. Hij kan de ten onrechte geïnde bedragen terugbetalen.

Hij kan echter de uitgaven alleen in handen van hun oorspronkelijke schuldeisers betalen. Zo niet, dan is de procedure bepaald in artikel 21 om de juridische geschillen te beheren van toepassing.

Om de bijlage bij de rekening van uitvoering van de begroting bedoeld in artikel 29, § 5, 3° van het decreet van 20 december 2011 op te maken, stelt iedere gedecentraliseerde thesaurier een staat van de ontvangsten en uitgaven van het jaar van het begrotingsfonds op, uitgedrukt als vastgestelde rechten, naar hun aard gedetailleerd volgens de economische classificatie. Die staat wordt gevoegd bij zijn jaarrekening.

§ 3. De gedecentraliseerde thesauriers worden door de Minister van Begroting of diens afgevaardigde aangewezen, met uitzondering van deze die in paragraaf 1, 1° en 3° bedoeld zijn, die worden aangewezen door de minister onder wie ze ressorteren of krachtens specifieke organieke bepalingen.

Art. 17. Om de uitgaven bedoeld in artikel 16, § 1, te betalen, worden voorschotten waarvan het maximumbedrag per type gedecentraliseerd financieel beheer in het dispositief van de uitgavenbegroting wordt vastgesteld, aan de gedecentraliseerde thesauriers gestort op bevel van de ordonnateurs.

Met inachtneming van hun delegatie en van de behoeften die ze zo nauwkeurig mogelijk zullen hebben geraamd, dienen de ordonnateurs daartoe aanvragen om voorschotten in die het voorwerp zullen uitmaken van begrotingsvastleggingen en juridische vastleggingen, en van vereffeningen ten laste van de basisartikelen die naargelang van het geval worden gecodificeerd met verwijzing naar hoofdgroep 7, groep 12 of groep 33 van de economische classificatie.

In de algemene boekhouding worden de voorgeschoten bedragen, op het ogenblik van hun vereffening, gebruikt als uitgaven die rechtstreeks ten gunste van derden worden gedaan. Regularisatieboekingen kunnen worden verricht bij de aflegging van de rekeningen van de thesauriers.

Art. 18. § 1. Wanneer de financiële rekening van de gedecentraliseerde thesaurier gestijfd wordt door voorschotten die budgettair aangerekend worden op onderscheiden basisartikelen, is elk voorschot een beperkt bedrag dat niet kan worden overschreden.

§ 2. De kasbetaling moet worden beperkt en voorbehouden voor de gevallen die door de gedecentraliseerde thesaurier worden verantwoord op grond van de behoeften van de dienst. Deze zullen het maximaal kasbedrag bepalen dat de gedecentraliseerde thesaurier onder zijn verantwoordelijkheid zal kunnen bezitten en dat het bedrag niet kan overschrijden dat in het dispositief van de begroting vast te stellen is.

§ 3. Onverminderd het besluit van de Regering houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties, moeten de betalingen die door een gedecentraliseerde thesaurier worden verricht ten gunste van een gedelegeerd ordonnateur onder wie hij ressorteert, door een ordonnateur van een hogere rang worden toegestaan.

§ 4. De gedecentraliseerde thesauriers kunnen de uitgaven alleen in handen van de oorspronkelijke schuldeisers betalen. Zo niet, dan wordt de procedure bepaald in artikel 21 om de geschillen te beheren, van toepassing.

§ 5. De voorschotten die op een begrotingsjaar worden aangerekend, worden alleen aangewend om de uitgaven te betalen waarvan de rechten gedurende datzelfde begrotingsjaar door de ordonnateur werden vastgesteld.

Die uitgaven kunnen tot 31 januari van het volgende jaar worden betaald.

Art. 19. § 1. De voorschotten moeten worden verantwoord door het voorleggen van ten minste viermaandelijke tussenrekeningen aan de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde thesauriers onverminderd de toepassing van de regeling betreffende de ministeriële kabinetten. De verantwoordingsstukken worden bij elke tussenrekening gevoegd.

Als de gedecentraliseerde thesaurier twee opeenvolgende tussenrekeningen niet voorlegt, zal geen nieuw voorschot hem kunnen worden gestort.

De gecontroleerde tussenrekeningen en hun verantwoordingsstukken worden in de dienst voor de begroting en de financiën gecentraliseerd om, in voorkomend geval, de boekingen in de algemene boekhouding te regulariseren.

§ 2. De niet aangewende saldi van de geldvoorschotten die gedurende een begrotingsjaar worden geïnd, worden aan de centraliserende thesaurier uiterlijk op 15 februari van het volgende jaar teruggestort. Ze zijn contantontvangsten van het lopende jaar.

Onderafdeling 4. — Aflegging van de rekeningen

Art. 20. De thesauriers geven rekenschap van hun beheer volgens modellen die, op grond van het type van het gecentraliseerde of gedecentraliseerde beheer, door de Minister van Begroting worden vastgesteld.

Met uitzondering van de thesauriers die verantwoordelijk zijn voor het gedecentraliseerde financiële beheer bedoeld in artikel 16, § 2, moeten de gedecentraliseerde thesauriers rekenschap geven van hun jaarlijkse beheersrekening, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de betalingsverrichtingen die in januari worden uitgevoerd om de vastgestelde rechten van het voorafgaande jaar, te betalen ten laste van de voorschotten die met datzelfde jaar te verbinden zijn, teniet te doen, en de verrichtingen die met het lopende jaar te verbinden zijn.

Een exemplaar van de jaarlijkse beheersrekening en de originele verantwoordingsstukken tot staving ervan, zoals bedoeld in artikel 33, alsook in artikel 35 voor de verantwoordelijken voor het gedecentraliseerde financiële beheer bedoeld in artikel 16, § 2, worden door de dienst voor de begroting en de financiën bewaard tot 31 december van het jaar van de definitieve afsluiting van het begrotings- en boekjaar zoals bepaald in artikel 45 van het decreet van 20 december 2011 en, vervolgens, overeenkomstig de bepalingen van artikel 37.

Afdeling 5. — Beheerders van de juridische en administratieve geschillenzaken

Art. 21. § 1. Met toepassing van artikel 21, § 3, van het decreet van 20 december 2001, is de beheerder van de juridische geschillenzaken van ambtswege de ambtenaar die het ambt en de graad van verantwoordelijke voor de dienst van de boekhouder van geschillenzaken binnen de diensten voor de begroting en de financiën bekleedt.

§ 2. De in artikel 34, § 1, bedoelde verantwoordingsstukken, worden overgezonden aan de beheerder van de juridische geschillenzaken, die deze bewaart.

§ 3. Wanneer een vastgesteld recht door een ordonnateur vereffend is, maar de betalingsopdracht ten gunste van de oorspronkelijke schuldeiser niet kan worden gegeven als gevolg van een juridische hindernis voor die betaling, deelt de ordonnateur bovendien de beheerder van de juridische geschillenzaken het stuk tot verantwoording van de vaststelling van het recht mee.

§ 4. De beheerder van de juridische geschillenzaken wijst de begunstigden, schuldeisers, mandatarissen of rechthebbenden aan alsook de bedragen die aan hen moeten worden betaald.

§ 5. De beheerder van de juridische geschillenzaken staat in voor de opening en de afsluiting van de dossiers.

§ 6. Met toepassing van artikel 21, § 3, van het decreet van 20 december 2011, is de beheerder van de administratieve geschillenzaken van ambtswege de ambtenaar die het ambt en de graad van verantwoordelijke voor de dienst van de rekenplichtige van de noodlijdende fondsen binnen de dienst voor de begroting en de financiën bekleedt.

§ 7. De in artikel 34, § 2, bedoelde verantwoordingsstukken worden aan de beheerder van de administratieve geschillenzaken overgezonden. Deze moet die bewaren.

§ 8. Wanneer een vastgesteld recht door een ordonnateur vereffend is, maar de betalingsopdracht ten gunste van de oorspronkelijke schuldeiser niet kan worden gegeven als gevolg van een administratieve hindernis voor die betaling, deelt de ordonnateur bovendien de beheerder van de administratieve geschillenzaken het stuk tot verantwoording van de vaststelling van het recht mee.

§ 9. Ingeval van administratieve hindernis of van overdracht naar een financiële rekening, zoekt de beheerder van de administratieve geschillenzaken de gegevens op waardoor een nieuwe betalingsopdracht kan worden gegeven. Hij richt zich tot de ordonnateur die de oorspronkelijke betalingsopdracht heeft gegeven om de verbeterde gegevens te bekomen.

§ 10. De beheerder van de administratieve geschillenzaken staat in voor de opening en de afsluiting van de dossiers.

Art. 22. De betrokken bedragen worden geboekt op het credit van rekeningen, naar gelang van de oorspronkelijke aard van de uitgaven, van klasse 1 of 4 van de balans die speciaal geopend zijn totdat de beheerders van de geschillenzaken de betalingsopdrachten geven ten gunste van de wettelijk aangewezen of correct geïdentificeerde begunstigden. Die opdrachten worden door de centraliserende thesaurier uitgevoerd. In de algemene boekhouding worden de betrokken rekeningen gelijktijdig gedebiteerd met de gestorte bedragen.

Afdeling 6. — Boekhouding

Art. 23. De begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding worden op geïntegreerde wijze in een geïnformatiseerd boeken- en rekeningenstelsel gevoerd.

De directeur-generaal van de diensten voor de begroting en de financiën van het ministerie of ieder personeelslid van niveau 1 of niveau 2 dat door hem daartoe wordt aangewezen :

1° beheert de toegang tot het geïnformatiseerde systeem, voor het opnemen van de gegevens of voor hun raadpleging, ook ten voordele van het Rekenhof;

2° verricht de boekingen of verklaart de boekingen geldig;

3° stelt tussentijdse boekhoudkundige verslagen op en maakt de jaarlijkse algemene rekening op, die, door toedoen van de Minister van Begroting, de Regering uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar ter goedkeuring moet worden voorgelegd.

Art. 24. Ieder personeelslid van niveau 1 of 2 dat door de directeur-generaal met toepassing van artikel 23 wordt aangewezen, kan geen gedelegeerd ordonnateur, ontvanger of thesaurier zijn.

*HOOFDSTUK 3. — Uitvoering van de begroting**Afdeling 1. — Regels voor de aanrekening van de ontvangsten en uitgaven*

Art. 25. De aanrekening van elk bedrag op de begroting wordt door een verantwoordingsstuk gestaafd.

Art. 26. § 1. De ontvangsten en de vereffende uitgaven worden aangerekend op de begroting van een bepaald jaar wanneer de rechten vastgesteld zijn.

§ 2. De verplichting tot betaling bestaat als en wanneer, krachtens de toepasselijke wets- of verordeningsbepalingen, een schuld bestaat ten laste van de entiteit of een schuldvordering in haar voordeel bestaat, ongeacht de vervaldatum van die schuld of die schuldvordering.

Onverminderd de toepasselijke wets- of verordeningsbepalingen, wordt de verplichting tot betaling geacht te bestaan, inzonderheid voor :

1° de wedden, pensioenen, occasionele premies en andere bijzondere toelagen : op het ogenblik van de prestatie, en voor de achterstallen in verband daarmee : te allen tijde, ongeacht het jaar waarop ze betrekking hebben;

2° de werken, leveringen en diensten, met uitzondering van de huurgelden en abonnementen : op het ogenblik dat de overheidsopdracht voor aanneming van werken, leveringen en diensten werd uitgevoerd en aanvaard;

3° de aanschaffing en de verkoop van onroerende goederen : op het ogenblik dat de verkoop tussen partijen voltrokken is;

4° de subsidies waarvan de toekenning door organieke bepalingen wordt geregeld : op het ogenblik dat ze volgens die organieke bepalingen verschuldigd zijn;

5° de subsidies waarvan de toekenning niet door organieke bepalingen wordt geregeld : op de datum waarop het besluit of de akte tot toekenning wordt ondertekend;

6° de bijdragen die aan internationale instellingen worden gestort ter uitvoering van verdragen : op de datum waarop ze krachtens de contractuele verplichting verschuldigd zijn;

7° de vrijwillige bijdragen in internationale instellingen : op de datum waarop het besluit of de akte tot toekenning wordt ondertekend;

8° de credit- en deelnemingstoekenningen : op de datum waarop het besluit of de akte tot toekenning in werking treedt;

9° de vonnissen en arresten of andere akten waarbij een einde wordt gemaakt aan geschillen : op de datum waarop die vonnissen of akten uitvoerbaar worden.

Art. 27. § 1. Voordat een uitgave wordt vereffend, moet ze worden vastgelegd.

De aanrekening van een uitgave ten laste van de vastleggingskredieten van een bepaald jaar wordt verricht op verzoek van de ordonnateur nadat een vastleggingsvisum, in de vorm van een cijfer duizend, door de eenheid voor de controle op de vastleggingen werd verleend.

De aanrekeningsdatum wordt door de datum van het vastleggingsvisum bepaald.

§ 2. Op het ogenblik van de juridische vastlegging :

1° controleert de ordonnateur of de juridische vastlegging in overeenstemming is met de begrotingsvastlegging.

Als de begrotingsvastlegging onvoldoende is, moet hij een aanvullende vastlegging ten laste van de kredieten van het jaar aanvragen.

In geval van overschot bij de begrotingsvastlegging, kan hij de teruggave op het betrokken vastleggingskrediet aanvragen. Die mogelijkheid kan alleen worden uitgeoefend als de begrotingsvastlegging en de juridische vastlegging op hetzelfde begrotingsjaar betrekking hebben.

De ordonnateur legt de eenheid voor de controle op de vastleggingen de stukken over die het bewijs leveren van het bestaan van de juridische vastlegging in verband met de begrotingsvastlegging.

2° controleert de eenheid voor de controle op de vastleggingen dat de juridische vastlegging uiterlijk op 31 december van het jaar volgend op dat van de begrotingsvastlegging is verricht overeenkomstig artikel 28, § 2, 2°, van het decreet van 20 december 2011.

De datum van de juridische vastlegging wordt bepaald door de datum van de inschrijving van die vastlegging.

§ 3. De fasen van de begrotingsvastlegging en de juridische vastlegging kunnen gelijktijd plaatsvinden en vinden van ambtswege plaats voor de uitgaven bedoeld in artikel 22, § 3, en 23, § 1 van het decreet van 20 december 2011. In dat geval is de datum van de aanrekening van de begrotingsvastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten en van de inschrijving van de daarmee verband houdende juridische vastleggingen die van het visum van de begrotingsvastlegging.

§ 4. In de gevallen bedoeld in artikel 22, § 1 van het decreet van 20 december 2011, wordt het vastleggingsvisum aan de derde bij de kennisgeving door de ordonnateur meegedeeld en is de verplichte referentie die de derde moet vermelden op alle documenten betreffende de overheidsopdracht of de subsidiëring die later aan de ordonnateur worden gezonden.

Art. 28. Naast de in artikel 26, § 1 gestelde voorwaarden, gaat aan de aanrekening van een uitgave ten laste van de vereffeningskredieten een inschrijving van het verantwoordingsstuk in een wachtrekening vooraf, totdat de controles werden verricht en geldig verklaard door de eenheid voor de controle op de vastleggingen.

Nadat de uitgave ten laste van het vereffeningskrediet aangerekend is, is de betalingsopdracht die door de ordonnateur aan de centraliserende thesaurier wordt gegeven, uitvoerbaar.

Afdeling 2. — Nieuwe verdeling van de kredieten

Art. 29. § 1. Elke aanvraag om nieuwe verdeling van de kredieten moet bij de diensten voor de begroting en de financiën worden ingediend volgens de technische nadere regels die de Minister van Begroting bepaalt en wordt vastgesteld door :

1° de primaire ordonnateur;

2° de primaire ordonnateurs, wanneer ze samen bevoegd zijn voor de aanwending van de kredieten van eenzelfde programma of eenzelfde organisatieafdeling.

De aanvragen om nieuwe verdeling van de kredieten :

1° moeten met redenen omkleed zijn;

2° kunnen alleen gedurende het lopende begrotingsjaar worden ingediend en moeten uiterlijk op 31 december van dat jaar geldig worden verklaard;

3° moeten voorafgaan aan de aanwending van de kredieten, behalve als ze betrekking hebben op niet-limitatieve vereffeningskredieten, waarbij ze a posteriori een kredietoverschrijding kunnen opvangen.

§ 2. Niet toegestaan worden de nieuwe verdelingen van limitatieve vereffeningskredieten van de operationele uitgavenprogramma's, behorend tot :

1° hoofdgroep 9 en tot groep 21 van de economische classificatie naar de anders geclassificeerde uitgaven;

2° hoofdgroep 8 van de economische classificatie naar de anders geclassificeerde uitgaven.

§ 3. De diensten voor de begroting en de financiën staan in voor het opvolgen van de aanvragen om nieuwe verdeling van de kredieten totdat ze door de Minister van Begroting worden ondertekend en werken de databanken van de begrotingsboekhouding bij die de compenserende bewegingen tussen de basisartikelen vermeldt.

HOOFDSTUK 4. — Algemene boekhouding

Art. 30. De algemene boekhouding schrijft een verrichting in bij het ontstaan, het omzetten of verdwijnen van een economische waarde, een vastgesteld recht of een obligatie.

De aanrekeningen in de begrotingsboekhouding van de vastgestelde rechten voortvloeiend uit betrekkingen met derden leiden tot een gelijktijdige boeking in de algemene boekhouding.

Verrichtingen die niet uit betrekkingen met derden voortvloeien, zijn interne bewegingen.

Als de entiteit als een tussenpersoon handelt bij het beheer van gelden van derden, dan wordt dit in de algemene boekhouding beschreven door middel van specifieke rekeningen.

Art. 31. Het boekhoudplan is het genormaliseerde boekhoudplan dat gevoegd is bij het besluit tot vaststelling van het boekhoudplan.

De onderverdelingen in klassen, subklassen en rubrieken van dat plan moeten worden nageleefd.

In het geïnformatiseerde stelsel, moeten bijkomende plaatsen worden bepaald om te voldoen aan de behoeften inzake aanvullende statistische of analytische informatie.

Art. 32. De regels voor de raming in de inventaris, alsook voor de vestiging en de aanpassing van afschrijvingen, waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's, en voor de herwaarderingen worden door de Minister van Begroting vastgesteld met inachtneming van de bepalingen van het besluit tot vaststelling van het boekhoudplan.

HOOFDSTUK 5. — Verantwoordingsstukken en bewaring ervan

Art. 33. § 1. Met inachtneming van de wets- en verordeningsbepalingen worden de stukken ter verantwoording van de uitgaven die leiden tot een financiële afwikkeling door de Minister van Begroting op grond van hun aard geïnventariseerd. Daaronder worden inzonderheid onderscheiden :

1° de lonen en sociale lasten;

2° de huurgelden voor goederen en gebouwen;

3° de verzekeringen;

4° de abonnementen bij de dienstverleners of -verstrekkers;

5° de belastingen en taksen;

6° de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

7° de aankoop van terreinen en gebouwen;

8° de erelonen;

9° de financiële dienst voor de schuld;

10° de kredietdeelnemingen en -verleningen alsook de terugvorderbare voorschotten;

11° de subsidies;

12° de dotaties.

§ 2. Elk verantwoordingsstuk wordt gedateerd en geïdentificeerd door een vermelding houdende de begrotingskenmerken van de uitgave en het nummer van het vastleggingsvisum alsook elk ander gegeven waardoor een audit vanaf de vastlegging van de uitgave tot de betaling ervan kan worden opgemaakt.

§ 3. In voorkomend geval moeten de verantwoordingsstukken worden aangevuld met de controlestukken die door de regeling worden opgelegd met het oog op de vastlegging of de vereffening van de uitgave.

§ 4. De verantwoordingsstukken die noodzakelijk zijn voor de betalingen zijn originele stukken. De afschriften zijn alleen toegelaten in de behoorlijk met redenen omklede omstandigheden.

Art. 34. § 1. De verantwoordingsstukken die ter beschikking van de beheerder van de juridische geschillenzaken moeten worden gesteld, zijn de in de wets- en verordeningsbepalingen vastgestelde officiële documenten die gewag maken van juridische hindernissen voor de betaling van een oorspronkelijke schuldeiser.

De in het eerste lid bedoelde stukken worden gevoegd bij de in artikel 33 bedoelde verantwoordingsstukken om de betalingen aan begunstigen, mandatarissen of rechthebbenden te verantwoorden.

In afwijking van het tweede lid, als de juridische hindernissen waarop die stukken betrekking hebben niet volledig opgeheven zijn, blijven deze geldig. In dat geval worden hun kenmerken geplaatst op de stukken tot verantwoording van elke betaling.

§ 2. De verantwoordingsstukken die ter beschikking van de beheerder van de geschillenzaken moeten worden gesteld, zijn de stukken die het bewijs leveren van een administratieve hindernis die de storting van de aan de oorspronkelijke schuldeiser verschuldigde bedragen verhinderen of van een overdracht van een betaald bedrag naar financiële rekeningen.

Art. 35. De stukken ter verantwoording van de ontvangsten zijn de aangiften van schuldvordering, gericht aan de schuldenaars, of elk ander bewijsstuk dat door een wet, een decreet of een verordening bepaald wordt.

Elk verantwoordingsstuk wordt gedateerd en geïdentificeerd door een vermelding houdende de begrotingskenmerken van de ontvangst alsook elk ander gegeven waardoor een audit vanaf de vaststelling van het recht tot de inning ervan kan worden opgemaakt.

Art. 36. De boekingen van de begrotingsboekhouding en van de algemene boekhouding worden gestaafd door de in de artikelen 33 tot 35 bedoelde verantwoordingsstukken door verwijzing ernaar.

In de algemene boekhouding worden de stukken die de interne bewegingen, de verschillende verrichtingen en verrichtingen voor het afsluiten van een boekjaar verantwoorden, worden boekhoudstukken genoemd en bevatten de onderrichtingen die worden gegeven door de directeur-generaal van de diensten voor de begroting en de financiën of ieder personeelslid van niveau 1 of 2 dat door hem daartoe aan te wijzen is, inzonderheid ter uitvoering van de bepalingen van het decreet van 20 december 2011, van het besluit tot vaststelling van het boekhoudplan en van dit besluit. De geschriften verwijzen uitdrukkelijk ernaar.

Art. 37. § 1. Bewaard moeten worden met het oog op hun onbederfelijkheid en hun toegankelijkheid :

1° de computerbestanden houdende de boeken alsook de programma's en de systemen waarmee ze kunnen worden gelezen, gedurende een periode van zeven jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op dat van de definitieve afsluiting van het boek- en begrotingsjaar zoals bepaald in artikel 45 van het decreet van 20 december 2011;

2° in een papierformaat of in een elektronisch formaat, de stukken ter verantwoording van de uitgaven voortvloeiend uit een betrekking met een derde, bedoeld in artikel 33, gedurende dezelfde periode als deze die bedoeld is in 1°, onverminderd een andere termijn bepaald met toepassing van artikel 74 van het decreet van 20 december 2011 wat de verjaring betreft;

3° in een papierformaat of in een elektronisch formaat, de stukken ter verantwoording van de uitgaven bedoeld in artikel 34, §§ 1 en 2, respectief gedurende een periode van tien en zeven jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op dat van de definitieve afsluiting van het boek- en begrotingsjaar zoals bepaald in artikel 45 van het decreet van 20 december 2011, onverminderd een andere termijn bepaald door de specifieke wets- en verordeningsbepalingen terzake;

4° als afschrift op een papierdrager of op een elektronische drager, de stukken ter verantwoording van de ontvangsten bedoeld in artikel 35, gedurende dezelfde periode als deze die bedoeld is in 1°;

5° in een papierformaat of in een elektronisch formaat, de boekhoudstukken bedoeld in artikel 36, tweede lid, gedurende dezelfde periode als deze die bedoeld is in 1°;

6° een origineel exemplaar van de jaarrekeningen van de ontvangers en thesauriers alsook de uittreksels uit hun financiële rekeningen, gedurende dezelfde periode als deze die bedoeld is in 1°;

7° een origineel exemplaar van elke jaarlijkse algemene rekening, gedurende tien jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op dat van de definitieve afsluiting van het boek- en begrotingsjaar zoals bepaald in artikel 45 van het decreet van 20 december 2011.

§ 2. De bewijsstukken worden bewaard op plaatsen die door de verantwoordelijke overheid worden aangewezen om de archivering door te voeren. Ze kunnen worden gedigitaliseerd.

HOOFDSTUK 6. — *Verwijlinteressen en inning van schuldvorderingen*

Afdeling 1. — Interests die door derden te betalen zijn

Art. 38. § 1. Wanneer het verschuldigd zijn van interests vastgelegd is in wets-, verordenings- of overeenkomstbepalingen en de ontvanger vaststelt dat verschuldigde bedragen op de vervaldatum niet betaald zijn, is een interest waarvan het percentage gelijk is aan het wettelijke percentage van rechtswege en zonder ingebrekestelling invorderbaar.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde interest wordt per kalendermaand berekend vanaf de eerste dag van de maand volgend op die van de vervaldatum tot de laatste dag van de maand tijdens welke de betaling plaats heeft gevonden. Het verwijlinterest is niet verschuldigd wanneer zijn bedrag lager is dan 10 euro.

Art. 39. Wanneer de derde-schuldenaar een geldelijke toestand aanvoert om een uitstel van betaling van de verschuldigde schuldvorderingen te staven, kan de ontvanger maatregelen nemen voor de aanpassing van nadere regels voor de betaling.

Hij kan, in het kader van onderhandelingen met de derde-schuldenaar, hem betalingsfaciliteiten en -uitstel toekennen, op voorwaarde dat de derde-schuldenaar :

- 1° de rechten niet betwist die ten gunste van de entiteit worden vastgesteld;
- 2° de financiële problemen aantoont waarmee hij geconfronteerd wordt, inzonderheid door het overleggen van bewijsstukken van financiële, juridische of administratieve aard;
- 3° zich ertoe verbindt de betalingstermijn en -faciliteiten na te leven die hem door de ontvanger worden toegekend.

De ontvanger kan overigens, naar aanleiding van die onderhandelingen met de derde-schuldeiser, overeenkomen dat de interesten niet zullen worden toegepast, als deze de toegestane betalingstermijn en -faciliteiten naleeft.

Afdeling 2. — Inning van schuldvorderingen

Art. 40. Binnen de in artikel 55 van het decreet van 20 december 2011 vastgestelde termijn, moet de ontvanger een aanmaning tot betaling geven in de vorm van een herinneringsschrijven, gevolgd door een herhaling, en, als de schuldenaar niet reageert, wordt hij bij een aangetekend schrijven in gebreke gesteld te betalen.

Art. 41. Onverminderd de in artikel 40 bepaalde procedure, wordt de ontvanger ertoe gemachtigd :

- 1° de steun van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën aan te vragen met toepassing van het decreet van 17 juli 1987 tot machtiging van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen tot sommige vermogensverrichtingen voor rekening van de Franse Gemeenschap en van de instellingen die eronder ressorteren;
- 2° zaken bij de hoven en rechtbanken aanhangig te maken.

HOOFDSTUK 7. — Beheer van de goederen die hun bestemming hebben verloren

Afdeling 1. — Vaststelling van de goederen die hun bestemming hebben verloren

Art. 42. Onverminderd de toepassing van andere regelingen terzake moet de entiteit zich ontdoen van de roerende en onroerende goederen van haar private domein die hun bestemming hebben verloren.

De bedoelde goederen zijn goederen die :

- 1° nog een zekere handelswaarde hebben;
- 2° kunnen worden vervreemd;
- 3° hun oorspronkelijke bestemming hebben verloren;
- 4° niet meer opnieuw kunnen worden gebruikt binnen het ministerie, de diensten die rechtstreeks onder de Regering ressorteren, de ministeriële kabinetten of de voor hun werking ermee gelijkgestelde diensten.

Wat de onroerende goederen betreft, zijn de administratieve en technische gebouwen die door het ministerie werden gebruikt, niet bedoeld bij dit hoofdstuk.

Art. 43. § 1. Elk jaar, onverminderd de toepassing van de regeling betreffende de ministeriële kabinetten, maakt de verantwoordelijke overheid van het ministerie een lijst op van de roerende en onroerende goederen die hun bestemming moeten verliezen, met inbegrip van die van de diensten die rechtstreeks onder de Regering ressorteren.

§ 2. Naargelang van het geval, volgt de verantwoordelijke dienst van het ministerie de voornoemde verantwoordelijken op om de goederen te beheren waarvan men zich moet ontdoen.

§ 3. De inventaris, bedoeld in artikel 34 van het decreet van 20 november 2011, wordt bijgewerkt om de goederen bedoeld in paragraaf 1 die hun bestemming moeten verliezen, bekend te maken.

Afdeling 2. — Realisatie van de goederen die hun bestemming hebben verloren

Onderafdeling 1. — Nadere regels

Art. 44. § 1. De goederen die hun bestemming hebben verloren, moeten onder bezwarende titel worden vervreemd volgens de volgende nadere regels :

- 1° de veiling;
- 2° de verkoop uit de hand.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde vervreemdingen moeten worden aangekondigd via bekendmakingen :

- 1° op de internet- en intranetsites van het ministerie;
- 2° in de geschreven pers.

§ 3. In het geval van een verkoop uit de hand en voor het instellen van een minimum bod bij een veiling, wordt de waarde van de goederen vastgesteld met verwijzing naar de volgende gegevens :

- 1° de aanschaffingswaarde of de waarde van het goed in nieuwe staat;
- 2° de marktwaarde of de vervangingswaarde van hetzelfde goed;
- 3° de boekhoudkundige waarde van het goed;
- 4° bij ontstentenis daarvan, de waarde die door de verantwoordelijke diensten van het ministerie wordt erkend.

De in 4° bedoelde diensten stellen de prijs vast beneden welke het goed niet kan worden verkocht.

§ 4. Een minimumtermijn van minstens dertig dagen moet in acht worden genomen tussen de bekendmaking van de aankondiging van de verkoop en deze zelf.

Art. 45. In afwijking van de bepalingen van artikel 44 wordt de verantwoordelijke dienst van het ministerie ertoe gemachtigd de goederen die hun bestemming hebben verloren kosteloos af te staan aan verenigingen met een maatschappelijk of humanitair doel, als de vervreemding van die goederen onder bezwarende titel zou leiden tot een uitgave die te hoog zou zijn in vergelijking tot de verwachte financiële opbrengst.

Art. 46. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 44 en 45 wordt de verantwoordelijke dienst van het ministerie ertoe gemachtigd de roerende goederen af te danken die hun bestemming verloren hebben en die niet meer in staat zijn om te worden afgestaan of door iemand opnieuw te worden gebruikt. Voor zover dit mogelijk is, zorgen deze diensten voor het valoriseren en het omzetten van afval.

Onderafdeling 2. — Terugtrekking uit de balans en bijwerking van de inventaris

Art. 47. § 1. De niet volledig afgeschreven goederen die hun bestemming hebben verloren, worden in nieuwe rekeningen van klasse 2 van de algemene boekhouding geklasseerd overeenkomstig de voorschriften van het besluit tot vaststelling van het boekhoudplan.

Als ze :

1° onder bezwarende titel vervreemd worden, wordt in de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding een gelijktijdige aanrekening verricht van het vastgesteld recht ten gunste van de entiteit als tegenprestatie voor de equivalente vermindering tot de residuele waarde van die goederen in klasse 2. Als de vervreemding een waardevermeerdering of een waardevermindering tweeebrengt, wordt ze in de resultatenrekening ingeschreven;

2° kosteloos worden afgestaan of afgedankt zonder financiële valorisatie, moet de waardevermindering in de resultatenrekening worden ingeschreven als tegenprestatie voor de equivalente vermindering tot de residuele waarde van die goederen in klasse 2.

§ 2. De verkoop van goederen die hun bestemming hebben verloren en die volledig afgeschreven zijn, in de vorm van afval, leidt tot een gelijktijdige aanrekening in de begrotingsboekhouding en in de algemene boekhouding van het vastgestelde recht ten gunste van de entiteit als tegenprestatie voor de kapitaalwinst die in de resultatenrekening moet worden ingeschreven.

§ 3. Alle goederen die hun bestemming hebben verloren en die vervreemd, afgestaan of afgedankt zijn, worden onverwijld teruggetrokken uit de inventaris bedoeld in artikel 34 van het decreet van 20 december 2011.

HOOFDSTUK 8. — *Slotverslagen en tussenverslagen*

Art. 48. § 1. Voor het opmaken van de algemene rekening, stelt de directeur-generaal van de diensten voor de begroting en de financiën of ieder door hem aangewezen personeelslid van niveau 1 of 2, binnen de termijn die in overeenstemming is met de in het decreet van 20 december 2011 beschreven procedures, de bepalingen vast die noodzakelijk zijn om de boekingen op het ogenblik van de afsluiting van het boekjaar definitief te maken, waarbij elke wijziging of afschaffing van een boeking, behalve de verbeteringsinschrijvingen bedoeld in artikel 36 van het decreet van 20 december 2011, onmogelijk wordt gemaakt.

§ 2. Vóór het opmaken van de balans en de vaststelling van de resultatenrekening, worden alle rekeningen van de algemene boekhouding in een balans opgenomen, met vermelding, voor elk van die, van :

1° de identificatie van de rekening en haar opschrift;

2° het totaal van het debet;

3° het totaal van het credit;

4° het saldo.

Art. 49. § 1. Naast de jaarverslagen bedoeld in artikel 42, eerste lid, 1° en 2°, van het decreet van 20 december 2011, moet het rekeningstelsel tussenverslagen opmaken in de volgende gevallen :

1° ten minste één keer per jaar, en wanneer de Minister van Begroting dit aanvraagt, om te beantwoorden aan de informatiebehoeften van de Regering;

2° van ambtswege, om te voldoen aan de productie van de statistieken die door de Europese overheid worden geëist, volgens het tijdsschema dat door die overheid wordt opgelegd;

3° bij de inwerkingtreding van een nieuwe Regering na de integrale vernieuwing van het Parlement of bij de inwerkingtreding van een nieuw lid van de regering in de loop van een legislatuur. De intredende ministers en de gedelegeerde ordonnateurs moeten onverwijld kunnen beschikken over de boekhoudkundige en budgettaire gegevens betreffende de aangelegenheden die tot hun bevoegdheden behoren, inzonderheid met het oog op de continuïteit van de openbare dienst.

§ 2. De Minister van Begroting bepaalt de inhoud en de vorm van de tussenverslagen. In de gevallen bedoeld in paragraaf 1, 3°, kan hij, met de intredende minister, een nauwkeurige beschrijving van het encours van de juridische vastleggingen en van de lopende vereffeningen eisen.

HOOFDSTUK 9. — *Slotbepalingen*

Art. 50. De bepalingen van dit besluit treden in werking op 1 januari 2013.

Art. 51. De Minister van Begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Sport
A. ANTOINE